

sabotage continu en Israël. Le gouvernement et la Chambre, j'en suis sûr, déplorent les actes de violence de part et d'autre qui, en plus d'infliger des souffrances inutiles à la population locale, ont rendu plus difficile la tâche du représentant spécial des Nations Unies, M. Gunnar Jarring, qui tâche d'aider les parties à conclure une entente juste et durable.

Nous espérons, et je sais que la Chambre aussi espère, que les deux parties en cause feront preuve de modération et de retenue et se garderont d'accomplir des actions qui ne peuvent que retarder l'établissement de la paix. Je souhaite aussi qu'il sera possible de poster des observateurs des Nations Unies dans ce secteur, ce qui, espérons-le, préviendra d'autres accrochages.

LE NIGÉRIA—L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE
PAR LA COMMISSION DES DROITS DE
L'HOMME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et a trait à la guerre difficile et tragique qui sévit en ce moment au Nigéria. Notre gouvernement a-t-il demandé aux Nations Unies que la Commission des droits de l'homme enquête sur cette tragédie et présente un rapport.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le représentant du Canada aux Nations Unies n'a pas pris une telle initiative que je sache, mais je serai heureux de m'en informer et de voir s'il en est question.

M. MacDonald: Une question supplémentaire. Notre gouvernement a-t-il manifesté sa désapprobation à l'endroit des gouvernements du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, qui ont pris parti dans cette guerre cruelle?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, j'examinerai volontiers l'affaire, mais je ne suis au courant de rien qui nous justifierait d'intervenir entre l'URSS et le Royaume-Uni à cet égard ni, en fait, qui justifierait une intervention de leur part.

LES TRAVAUX PUBLICS

LE FRASER—LE PROGRAMME DE CONTRÔLE
DES INONDATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et

des Ressources? Le Canada et la Colombie-Britannique sont-ils arrivés à s'entendre sur le programme de contrôle des inondations dans la vallée du Fraser, qui doit coûter plusieurs millions de dollars?

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le président, je pense que le très honorable premier ministre me permettra de dire que le cabinet a donné son accord au projet d'entente entre la Colombie-Britannique et le Canada à ce sujet, mais avec quelques amendements que je dois maintenant discuter avec M. Williston, le ministre des Terres, des Forêts et des Ressources hydrauliques de la Colombie-Britannique. J'ai toute raison de croire que l'accord final interviendra dans quelques jours.

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS

LE RAPPORT DU COMITÉ WOOD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John R. Matheson (secrétaire parlementaire du premier ministre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Peut-il nous donner des nouvelles de l'étude entreprise par le comité Wood?

L'hon. Roger Teillet (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, le président du comité doit me remettre le rapport plus tard dans la journée.

L'INDUSTRIE

CAP-BRETON (N.-É.)—LE MAINTIEN DE
L'EXPLOITATION DE LA MINE McBEAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources une question qui découle de la réponse qu'il m'a donnée mardi dernier. A-t-il reçu un rapport de la Société de développement du Cap-Breton sur l'exploitation de la mine McBean, qui emploie 400 hommes?

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, la situation à la mine McBean devient de plus en plus difficile, parce que Dosco se propose maintenant, à ce que l'on me dit, d'annoncer la fermeture de la mine.